

# MALMENÉES, VIVANTES ET NÉCESSAIRES: LES ÉTUDES OUVRIÈRES EN FRANCE

Marginalisées au sein de l'Université dans un contexte politique et idéologique qui porte à les négliger, les études ouvrières connaissent néanmoins depuis quelques années, grâce notamment à l'obstination d'un petit nombre de chercheurs, un profond renouvellement. **XAVIER VIGNA\***, qui vient de publier une ambitieuse *Histoire des ouvriers en France au xx<sup>e</sup> siècle*, en dégage ici les principales lignes de force.

\*Xavier Vigna est maître de conférences à l'université de Bourgogne. Après avoir conduit une série de travaux sur l'histoire des années 1968, il se consacre désormais essentiellement à l'histoire ouvrière en France et dans les pays ouest-européens. Il est notamment l'auteur de *L'Insubordination ouvrière dans les années 68* (PUR, 2007). Son dernier ouvrage paru est *Histoire des ouvriers en France au xx<sup>e</sup> siècle* (Perrin, 2012).

*Dans les sinistres années 1990, on proclamait – pour s'en réjouir? – la fin de ce monde, et l'offensive réactionnaire entendait liquider les études ouvrières.*

À chaque campagne électorale d'importance, la plupart des candidat-e-s feignent de découvrir les usines et leurs ouvrier-e-s pour mieux s'ébahir devant le raffinement des productions. S'ils entonnent avec conviction le refrain sur l'impératif industriel, ils en oublient souvent presque aussitôt les principaux acteurs: les ouvrier-e-s. Cet oubli ratifie une invisibilisation du monde ouvrier, provoquée à la fois par la disparition de corporations et de bastions supposés, et l'affaiblissement durable du mouvement ouvrier depuis une trentaine d'années, sous l'effet d'une crise interminable et de la disparition du bloc communiste après 1989. Dans les sinistres années 1990, on proclamait – pour s'en réjouir? – la fin de ce monde, et l'offensive réactionnaire entendait liquider avec d'autant plus d'empressement les études ouvrières que celles-ci, en particulier dans leur composante historique, s'étaient laborieusement distinguées d'un récit des organisations de la classe.

Ce qui sauva les études ouvrières? La ténacité politique de quelques sociologues et historiens résolus à ne pas délaissier un monde en pleine recomposition, et dont on savait somme toute assez peu de choses, une fois les clichés évacués. Si ce champ demeure marginal, il se renouvelle et offre désormais un panorama assez différent de ce que l'on pensait savoir sur le monde ouvrier. Loin de présenter une recension exhaustive de ce renouvellement en cours, nous voudrions plutôt tracer quelques-unes de ses lignes de force, en forme de plaidoyer assumé.

## **Ouvrier-e-s en lutte, ouvrier-e-s encadré-e-s**

Les mobilisations, qui trouent l'opacité de l'univers industriel et permettent ainsi d'accéder aux ouvrier-e-s en personne, à leurs actions, à leurs discours et à leurs imaginaires, continuent d'occuper une place prééminente dans les études ouvrières. On repère cependant une double inflexion, marquée d'abord par un transfert des organisations de la classe – partis et syndicats – vers les acteurs eux-mêmes. Au lieu donc d'interroger la stratégie des organisations («réforme ou révolution»), d'évaluer dans d'interminables dissertations le

caractère révolutionnaire de telle ou telle situation (1920, 1936, 1968) pour ensuite tantôt dénoncer la trahison des dirigeants, tantôt saluer leur refus de l'aventurisme, les historien-ne-s privilégient les mouvements eux-mêmes: chronologies, répertoires d'action, revendications et énoncés, etc. C'est ainsi par exemple que les grèves du printemps 1936 sont de plus en plus abordées dans la moyenne durée du Front populaire (1934-1938): envisagées de ce point de vue, elles témoignent à la fois d'une revanche sur l'offensive patronale des années de crise, mais traduisent également une contestation du travail et de sa rationalisation, voire un rejet de l'usine et de sa discipline, qui se prolongent par une conflictualité diffuse pendant deux ans. De plus, ces dernières années, ce sont les grandes mobilisations de l'après Seconde Guerre mondiale qui ont fait l'objet d'investigations renouvelées. La longue période de reconstruction scandée par des conflits extrêmement puissants est désormais mieux prise en compte, notamment dans la manière dont les logiques de Guerre froide ont structuré les oppositions: d'un côté, en effet, la CGT galvanisait et radicalisait l'ardeur revendicative de telle corporation (mineurs, métallos ou dockers) ou dans telle entreprise; de l'autre, le pouvoir se croyait légitimé à réprimer avec brutalité des grèves qui apparaissaient d'abord comme des menées subversives. De même, l'analyse de la grève ouvrière du printemps 1968 a été renouvelée grâce à son inscription dans l'arc plus vaste des contestations des années 68, qui inaugurent un repli des organisations syndicales.

Depuis trente ans encore, la conflictualité perdure dans les entreprises, par-delà la baisse du nombre de grèves – forme principale et directe du conflit –, et elle emprunte toutes les modalités obliques du retrait des militants, de la dérision, de la plainte des salariés, sans présence constante des organisations syndicales. À cet égard encore, l'éclatement du mouvement ouvrier dans les années 1990 a favorisé le renouveau de cette histoire traditionnelle. Avec la collaboration, parfois, de l'Institut CGT d'histoire sociale, les chercheurs/ses ont construit une chronologie et une cartographie



## EXTRAIT LE GENRE À L'USINE

Il est clair que, dans l'industrie bonnetière, le travail des hommes et celui des femmes furent élaborés selon un modèle différent, que ce soit sur le plan social ou sur le plan technique. Au bout du compte, ces distinctions par le genre auraient pour effet de limiter le travail des femmes et de fixer des barrières. La principale manifestation de telles barrières résidait dans la séparation dans l'espace des hommes et des femmes à l'intérieur des usines.

L'atelier de production était un monde d'hommes : bonnetiers, rebroussiers, commis-bonnetiers et mécaniciens travaillaient ensemble sur les machines dans une ambiance de bruit, de graisse et de saleté. [...] Les ouvrières, quant à elles, étaient reléguées dans de grands ateliers, constituant un monde à part supervisé par les « contremaîtresses ». Regroupées selon leur place dans la chaîne de

production, les femmes opéraient sur différents types de machines pour réaliser les opérations coupés-cousus. Peu de photographies des ateliers féminins de cette période nous sont parvenues mais les témoignages oraux d'ouvrières qui travaillaient dans ces usines à cette époque traduisent l'importance pour elles d'une forme non moins particulière de sociabilité. Dans de nombreuses usines, la direction tolérait que les ouvrières chantassent en travaillant, prenant en considération l'effet positif que les habitudes collectives peuvent avoir sur la productivité des travailleurs. Mais une telle tolérance n'avait pas cours partout. Certes, Suzanne Gallois raconte que lorsqu'elle se fit engager dans une petite usine de bonneterie, ses camarades la reconnurent et l'accueillirent en chantant *L'Internationale*. Mais l'on ne devait pas entendre souvent retentir ce genre

de chant politique dans les ateliers de production.

La sociabilité particulière que manifestaient les ouvrières entre elles sur leur lieu de travail échappa sans doute à l'attention de Jacques Valdour [médecin conservateur (1872-1938), qui enquêta dans le premier tiers du siècle sur la condition ouvrière en s'embauchant dans différentes usines, dont une bonneterie troyenne]. Ses observations sur le comportement des ouvrières sont centrées sur leurs rapports avec les hommes. Si l'on en croit Valdour, le fait que les ouvrières fussent accoutumées à se mêler aux hommes rendait pour le moins familiers leurs gestes, leurs regards et leur manière de s'adresser à eux.

Helen Harden Chenut, *Les Ouvrières de la République. Les Bonnetières de Troyes sous la Troisième République*, Rennes, PUR, 2010, p. 166-167.

plus fines de l'implantation syndicale, pointant les hautes eaux (sous le Front populaire notamment) et les moments de décrues voire de crise (sous Vichy évidemment, mais aussi pendant les années 1950).

La démarche concernant les liens entre le monde ouvrier et le Parti communiste est analogue. Si le PC a prétendu être le parti de la classe ouvrière, à aucun moment de son histoire cela n'a été le cas. Ses effectifs comme son implantation sont revus à la baisse : la puissance du parti à la Libération et à la fin des années 1970, comme son assise solide en région parisienne et dans quelques bassins industriels, ne sauraient masquer le fait que l'immense majorité des prolétaires de France demeura à l'écart du Parti communiste, et ne se reconnut prioritairement en lui que pendant une longue décennie suivant la Seconde Guerre mondiale. Pour autant, le PC et ses organisations satellites constituèrent une instance de politisation massive du monde ouvrier, et permirent une émancipation culturelle et intellectuelle de vastes cohortes de militants. Car si le militantisme communiste exposait à une répression policière et patronale constante – dont il faudra bien un jour écrire l'histoire –, il a également offert un cadre de socialisation pour les travailleurs immigrés, notamment ceux venus d'Europe centrale et d'Italie dans l'entre-deux-guerres, et pouvait constituer pour les fractions ouvrières les plus enfermées « *un éveil politique et culturel inespéré* » (Julian Mischi).

En face, si l'on ose dire, l'empreinte socialiste dans le monde ouvrier fut localement massive et durable mais demeure méconnue, en dehors de quelques travaux pointant la persistance d'un socialisme municipal en terres ouvrières<sup>1</sup>.

Les liens entre le monde ouvrier et les Églises constituent un « continent noir » analogue. L'historiographie se concentre sur les hommes d'Église et leurs engagements (les prêtres ouvriers par exemple) ou les organisations (la Jeunesse ouvrière chrétienne), mais ignore encore le quotidien des liens entre les sociétés ouvrières et les Églises, qui furent localement très importants, en particulier dans le Nord et la région lyonnaise. De même, on ne comprend rien aux mobilisations ouvrières de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, ni à une phase de l'histoire de la CFDT, si on ne s'intéresse pas aux militants catholiques de gauche, à leurs valeurs, mais aussi aux contradictions qu'ils charrient. Par là, ce sont aussi les sociétés ouvrières dans toute leur complexité qu'il s'agit d'explorer.

### Pluralité des sociétés ouvrières

L'unification idéologique opérée, vaille que vaille, par l'imposition de la notion de « classe ouvrière », masque naturellement de très grandes diversités. Diversités professionnelles (entre sidérurgistes et mégissiers par exemple) voire corporatives, quand un statut accorde des droits et contribue à une certaine organisation du travail, comme les

L'immense majorité des prolétaires de France demeura à l'écart du Parti communiste.

## SÉLECTION BIBLIOGRAPHIQUE

### Quatre exemples d'écriture ouvrière, parmi bien d'autres

Marcel Durand, *Grain de sable sous le capot. Résistance et contre-culture ouvrière: les chaînes de montage de Peugeot (1972-2003)*, Marseille, Agone, 2006.

Dorothée Letessier, *Le Voyage à Paimpol*, Paris, Le Seuil, 1981.

Jean-Pierre Levaray, *Putain d'usine*, Montreuil, L'insomniaque, 2002.

Daniel Martinez, *Carnets d'un intérimaire*, Marseille, Agone, 2003.

### Quelques travaux

Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux Montbéliard*, Paris, La Découverte, 2005 (Une vaste enquête sociologique dans la durée. Postface passionnante; 1<sup>ère</sup> édition : 1999).

Sophie Béraud et al., *La Lutte continue? Les Conflits du travail*

*dans la France contemporaine*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2008.

Helen Harden Chenut, *Les Ouvrières de la République. Les Bonnetières de Troyes sous la Troisième République*, Rennes, PUR, 2010 (un ouvrage au titre trompeur qui explore la construction genrée du travail et des mobilisations).

Marion Fontaine, *Le Racing Club de Lens et les « Gueules noires ». Essai d'histoire sociale*, Paris, Les Indes savantes, 2010.

Nicolas Hatzfeld, *Les Gens d'usine. 50 ans d'histoire à Peugeot-Sochaux*, Paris, L'Atelier, 2002 (une somme magistrale conjuguant enquête historique et ethnographique).

Robert Mencherini, *Guerre froide, grèves rouges. Parti communiste, stalinisme et luttes sociales en France. Les Grèves « insurrectionnelles » de 1947-1948*, Paris, Syllepse, 1998.

Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, PUR, 2010.

Catherine Omnès et Laure Pitti (dir.), *Cultures du risque au travail et pratiques de prévention. La France au regard des pays voisins*, Rennes, PUR, 2009.

Thierry Pillon, *Le Corps à l'ouvrage*, Paris, Stock, 2012.

Antoine Prost, *Autour du Front populaire*, Paris, Le Seuil, 2006 (recueil d'articles sur des conflits et le syndicalisme).

Nicolas Renahy, *Les Gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, 2005.

Stéphane Sirot, *Le Syndicalisme, la politique et la grève. France et Europe: XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, Nancy, Éditions Arbre bleu, 2011.

Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au xx<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2012.

statuts dont bénéficient les mineurs et les dockers à la Libération, qui compensent l'extrême dureté de ces professions. En même temps que le travail et la condition ouvrière fluctuent, varient aussi la sociabilité, le logement, les loisirs, etc. À cet égard, il faut souligner la persistance d'une empreinte paternaliste, bien au-delà des *company towns* (villes-entreprises) comme Le Creusot ou Clermont-Ferrand, et qui se prolonge après 1945 et la consolidation de l'État social : malgré la création des comités d'entreprises et de la Sécurité sociale, l'emprise patronale perdure dans le pays de Montbéliard ou la Lorraine sidérurgique, voire se crée, comme en Normandie autour des usines Moulinex. Ce paternalisme encourage d'ailleurs la pratique mais plus encore le spectacle sportif, avec le maniement virtuose des ballons ronds (à Sochaux ou à Lens) et ovales (à Clermont), alors que les loisirs les plus corporatifs, notamment ceux des mineurs (colombophilie, javelot, sarbacane, etc.), disparaissent progressivement.

De même, la perception des territoires ouvriers s'est complexifiée en même temps que se sont faits et défaits les tissus industriels. D'abord envisagés à partir des villes ouvrières constituées en bastions le plus souvent communistes, telle la banlieue rouge parisienne, mais aussi Halluin dans le Nord, Port-de-Bouc à l'autre extrémité du pays ou

Lanester dans le Morbihan, les territoires ouvriers intègrent de plus en plus les espaces ruraux. Longtemps invisibles dans l'espace public, ces ouvriers du monde rural sont révélés par quelques mobilisations contemporaines : Continental à Clairoux, Molex à Villemur-sur-Tarn, Lejaby à Yssingeaux, etc. Cet ancrage rural d'un segment du monde ouvrier a été repéré très tôt pour le XIX<sup>e</sup> siècle et pensé sous le concept de proto-industrialisation dans les années 1970. Une partie de ces territoires ouvriers ruraux en reprend d'ailleurs l'héritage, telle la plasturgie autour d'Oyonnax dans l'Ain, ou le décolletage dans la vallée de l'Arve. Mais, nous manquons, pour le cœur du XX<sup>e</sup> siècle, d'analyses de ces espaces ouvriers peu denses, à l'industrialisation discrète, faute d'installations techniques massives et/ou de concentrations spectaculaires. Pour tenter d'accéder à ces territoires ouvriers dispersés, mais aussi pour saisir de l'intérieur les bastions supposés, la mobilisation de toutes les formes d'écritures ouvrières, (autobiographies, journaux, carnets, récits, etc.) s'avère extrêmement précieuse : ces textes en effet les arpentent, en restituent parfois l'épaisseur sociologique, évoquent la spécificité des rapports sociaux. Et dans le même temps, ces récits ouvriers racontent un parcours de travail...

---

*Longtemps invisibles dans l'espace public, les ouvriers du monde rural sont révélés par quelques mobilisations contemporaines.*

---





---

Les ouvriers ont  
constitué leur corps  
en étendard d'une  
virilité intrinsèque,  
dure, puissante.

---



### Ouvrier-e-s au travail

Alors que les Anglo-saxons déploient depuis une trentaine d'années leur *Labour History*, les Français hésitent sur le vocable : histoire ouvrière ou histoire du travail, qui se recoupent et ont plusieurs chantiers communs. Et d'abord celui des mains-d'œuvre : on le sait assez, pendant tout le xx<sup>e</sup> siècle, le monde ouvrier compte peu ou prou un cinquième d'ouvrières. De même, l'immigration, qui commence massivement en même temps que s'initie la seconde industrialisation, fut pendant un long siècle tout aussi massivement ouvrière. Les premières grandes thèses d'État d'histoire ouvrière dans les années 1970 (de Rolande Treppe, Michelle Perrot et Yves Lequin) relèvent cette double composante, et c'est de ce champ qu'émergèrent puis s'autonomisèrent les histoires des femmes et de l'immigration. L'intérêt pour ces deux types de main-d'œuvre ne s'est pas démenti et a permis d'enrichir substantiellement la connaissance du monde ouvrier en pointant une série de phénomènes : les différentes formes de discrimination par le patronat, mais aussi les recours ciblés à telle ou telle fraction de la main-d'œuvre pour tel ou tel segment du marché du travail ; le consentement plus ou moins tacite des syndicats à ne pas reconnaître la qualification du travail de cette main-d'œuvre dans les classifications, notamment au moment du Front populaire, mais également après ; par voie de conséquence, l'articulation des dominations fondées sur le genre, la nationalité, l'âge aussi, faisant ainsi apparaître des clivages au sein du monde ouvrier et des modes d'exercice de la domination par telle ou telle fraction elle-même dominée ; enfin les carrières professionnelles et les changements de statut : indistinction et porosité

entre artisanat, petit commerce et monde ouvrier, de même qu'entre salariat industriel et emplois peu qualifiés des services personnels et domestiques.

Tout au long de ces parcours de travail, les travailleurs/ses exposent leur santé que, depuis les années 68 surtout, ils entendent préserver de plus en plus résolument. Ce chantier de la santé au travail, extrêmement dynamique au plan international, est bien relayé en France : on interroge la construction des pathologies professionnelles, c'est-à-dire les luttes pour faire reconnaître telle ou telle maladie liée à l'exercice du travail, comme la silicose chez les mineurs ou, plus récemment, les troubles musculo-squelettiques. Dans le même temps, on s'intéresse aussi aux mobilisations ouvrières visant à préserver la santé et à recevoir une indemnisation en cas de préjudice, comme dans le cas du saturnisme ou de l'exposition à l'amiante.

Corps mobilisé et exposé à l'usure voire à la maladie certes, mais ressource première du ou de la prolétaire : car c'est tout le corps ouvrier, par les yeux, les mains, tel geste ou telle posture, qui effectue le travail, et peut bien le faire, c'est-à-dire élégamment et presque avec virtuosité. Par là, les corps ouvriers deviennent le support d'une fierté à réaliser le travail, c'est-à-dire à supporter l'extrême des conditions de travail (les températures, le danger de l'accident), et à le faire bien : fierté du corps puissant ou résistant, de la maîtrise technique qui est aussi la maîtrise des techniques du corps qu'évoquait Mauss. De fait, les ouvriers ont constitué leur corps en étendard d'une virilité intrinsèque, dure, puissante, s'opposant, dans leur imaginaire, tant aux corps lourdauds et bedonnants des patrons qu'aux corps incapables,



presque femelles, des intellectuels. Ce virilisme ouvrier, que l'on commence à explorer, se marquait notamment dans les rites et épreuves que les arpètes devaient subir. L'imparfait s'impose ici car la virilité ouvrière tend à perdre ses espaces de parade et a été dévalorisée symboliquement.

Au final, on s'aperçoit encore que ces travaux, présentés à très gros traits, n'ont pas seulement pour intérêt d'explorer des réalités anciennes et

actuelles du monde ouvrier, mais interrogent aussi des phénomènes politiques et sociaux d'ampleur sensiblement plus vaste : à regarder en bas et d'en bas, c'est toute une structure qui se découvre, jusque dans ses failles.

#### NOTES

■ 1. Aude Chamouard, « La Mairie socialiste, matrice du réformisme (1900-1939) », *Vingtième siècle*, n° 96, 2007, p. 23-33 ; Rémi Lefebvre, « Le Socialisme français soluble dans l'institution municipale ? Forme partisane et emprise institutionnelle : Roubaix (1892-1983) », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 2, 2004, p. 237-260

### EXTRAIT UN ENTRE-SOI TERRITORIALISÉ

**É**mile Basly [(1854-1928), maire de Lens de 1900 à sa mort], et Alfred Maës [1875-1941] son successeur, sont à la fois député-maire socialiste de Lens et président du syndicat CGT des mineurs. Dans une perspective qui rappelle davantage le travaillisme britannique que les traits les plus généraux du socialisme français, l'action politique est ici conçue comme le débouché normal de l'action syndicale [...]; l'activité parlementaire a avant tout pour finalité de défendre, de porter les revendications des mineurs à l'échelle nationale et d'améliorer leur situation par la voie légale. [...] À la fois chefs syndicaux et premiers représentants politiques de la communauté minière, [la légitimité de ces députés-maires-mineurs] dépend de leur capacité à incarner

et à protéger cette communauté, à affirmer, en d'autres termes, et à défendre, face aux Mines, l'autonomie du « Nous » ouvrier.

Cette configuration s'imprime sur le territoire. À Lens et ailleurs dans le bassin, l'opposition urbaine classique entre le centre et les périphéries n'est pas seulement sociale et fonctionnelle, elle est aussi politique. Aux périphéries, chasse-gardée de la compagnie qui y tolère difficilement les manifestations et à peine les enclaves que sont les cafés, s'oppose le centre, l'espace de l'autonomie ouvrière et de la résistance, plus ou moins affichée, aux Mines, le véritable espace public, envers de l'espace privatisé des cités. Face aux monumentaux Grands Bureaux, le centre de Lens dresse, comme autant de contrepoints, la

mairie et surtout la Maison syndicale, inaugurée pour la première fois en 1911 et reconstruite à l'identique après la guerre. Dans ce lieu plurifonctionnel, plutôt rare en France, plutôt fréquent dans le Borinage ou en Angleterre, les mineurs rencontrent leurs délégués, le maire parfois, qui s'y trouve plus souvent que dans sa mairie ; ils discutent revendications, contentieux, secours et retraits, mais assistent aussi aux projections cinématographiques et aux fêtes qu'y organisent le Syndicat ou les associations socialistes et laïques de la ville.

Marion Fontaine, *Le Racing Club de Lens et les « Gueules noires »*. Essai d'histoire sociale, Paris, Les Indes savantes, 2010, p. 34-35.